



Les rapports entre les Etats-Unis et l'Irak au point de rupture

Par [James Cogan](#) et [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 05 novembre 2006

WSWS 5 novembre 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Les tensions entre les gouvernements des Etats-Unis et de l'Irak ont encore augmenté cette semaine. Dans un geste sans précédent, le premier ministre irakien Nouri al-Maliki a émis un communiqué de presse mardi après-midi disant qu'il avait « ordonné » à l'armée américaine de mettre un terme à l'encerclement de Sadr City qui durait depuis près de sept jours, supposément en tant que partie des opérations de recherche d'un soldat américain qui a été prétendument enlevé par des militants chiites. Sadr City est le bastion du mouvement chiite dirigé par l'imam Moqtada al-Sadr et son Armée du Madhi.

Il y a peu de doute que Maliki a émis sa déclaration sans auparavant en avertir les forces d'occupation. Le *New York Times* a rapporté que les responsables américains ont gardé « le silence pendant des heures sur cette question » avant de déclarer que l'ordre était une décision conjointe de l'Irak et des Etats-Unis prise par Maliki, l'ambassadeur américain Zalmay Khalilzad et le général George Casey. Plus tôt, toutefois, un porte-parole de l'armée américaine n'avait pu cacher sa surprise lorsqu'il fut questionné par le *Times*. Il a dit que les commandants américains avaient obtenu le communiqué de presse et « considéraient quelle était la meilleure façon de répondre à ces questions ».

Maliki a déclaré que l'ordre était nécessaire pour « ouvrir les routes et faciliter la circulation ». La raison véritable est le niveau très élevé de tension au sein de la population chiite en Irak. Depuis des mois maintenant, l'administration Bush demande constamment au gouvernement Maliki, dominé par l'Alliance irakienne unie (AIU), une coalition de partis chiites, **d'autoriser un assaut sanglant** sur Sadr City pour « désarmer » l'Armée du Mahdi, ce que Maliki a refusé à plusieurs reprises.

Le mouvement sadriste est **la plus importante faction** au sein de l'AIU. Une attaque contre elle signifierait la fin de la coalition et minerait sérieusement le gouvernement. De plus, l'Armée du Mahdi bénéficie du soutien des masses chiites qui, après avoir subi des dizaines d'années de répression par le régime baasiste, considèrent qu'il est vital de maintenir une force armée indépendante de tout gouvernement à Bagdad. A Sadr City, la milice est vue comme l'unique moyen sérieux de défense contre les extrémistes sunnites et les forces américaines d'occupation, dont la présence suscite une opposition farouche de la population du district, principalement composée de la classe ouvrière et de la population pauvre.

En conséquence du refus de Maliki de lâcher les sadristes, les médias américains et irakiens sont remplis de spéculation que l'administration Bush prépare un coup d'Etat pour mettre

au pouvoir une junte militaire qui donnerait le feu vert à une offensive contre la milice chiite. Dans les rues de Sadr City et les autres villes largement chiites, telles Najaf, Kufa, Karbala, Amarah et Basra, les actions américaines ont provoqué une opposition féroce.

La mise en place la semaine passée de barrages routiers et de points de contrôle sur toutes les routes importantes permettant d'accéder à Sadr City a provoqué des tensions fiévreuses. Lundi, reflétant la pression d'en bas pour répondre ouvertement à l'armée américaine, Moqtada al-Sadr a émis une déclaration menaçante : « si le siège continue longtemps, nous recourrons à des actions que je n'aurai d'autres choix que de prendre ». Il a dénoncé les membres du parlement irakien pour garder le silence.

Mardi, le septième jour du « siège », le mouvement sadriste a annoncé une grève générale de protestation. Toute la banlieue de 2,5 millions de personnes s'est arrêtée, faisant place à des patrouilles de miliciens dans les rues.

L'intervention de Maliki a reflété de profondes inquiétudes à l'intérieur du gouvernement qu'un mouvement de grève ferait rapidement boule de neige, car les Irakiens évacueraient leur haine contre l'occupation et les conditions sociales désastreuses. Un porte-parole sadriste, Jalil Nouri, a déclaré à l'agence de presse *United Press* : « S'ils n'avaient pas levé le siège, notre grève se serait propagée au reste de Bagdad le lendemain et partout en Irak le jour suivant. »

Les actions de Maliki ont attisé le débat à Washington sur l'avenir de son gouvernement. Il se développe un consensus dans l'administration Bush et les médias, et parmi les républicains et les démocrates que le gouvernement chiite ne constitue pas un moyen viable de **réaliser les ambitions** des États-Unis en Irak. Tout ce verbiage à propos de la « démocratie » en Irak a été mis de côté, avec une intense frustration face au fait que Maliki n'ait pas suivi les ordres américains de se réconcilier avec les élites sunnites et de réprimer les milices chiites.

Hillary Clinton, un important sénateur démocrate, a dénoncé mardi le gouvernement Maliki dans un discours devant le Conseil sur les relations étrangères, l'accusant d'avoir échoué à créer les conditions pour un règlement politique. « La crédibilité américaine est prise en otage par un gouvernement irakien qui ne respectera pas son engagement de trouver une résolution politique aux droits et aux rôles de la minorité sunnite et de déterminer la distribution des revenus du pétrole », a-t-elle déclaré.

On reconnaît de plus en plus à Washington que le gouvernement irakien est incapable de réaliser le type de « règlement politique » qui est proposé par les États-Unis. Atteindre une « réconciliation » avec la « minorité sunnite » signifie redonner aux anciennes élites baasistes au moins une partie du pouvoir dont elles profitaient sous le régime de Saddam Hussein. Avant tout, cela signifie changer complètement les plans d'une autonomie régionale significative pour le Nord kurde et le Sud chiite, incluant le contrôle d'énormes réserves de pétrole dans ces régions.

Pour les partis chiites, ces plans sont une abomination. Même si les chefs chiites en arrivaient à une entente de partage de pouvoir avec leurs homologues sunnites pour mettre fin à l'insurrection, rien ne garantit que les masses de travailleurs ordinaires accepteraient un tel accord. La réinstallation de généraux, de policiers et de bureaucrates baasistes dans des positions de pouvoir pour réprimer l'opposition à l'occupation américaine entraînerait inévitablement une colère et une hostilité généralisées. C'est pourquoi les appels à la « réconciliation » **vont de pair** avec les demandes américaines pour un règlement de

comptes sanglant avec l'Armée du Mahdi et sa base de la classe ouvrière à Sadr City.

Le gouvernement Maliki pose aussi des difficultés à la réalisation de plans plus larges de Washington au Moyen-Orient. Tous les partis chiites au pouvoir ont des liens étroits avec l'Iran, qui est la cible des États-Unis pour un « changement de régime ». Toute agression américaine contre Téhéran provoquerait l'opposition des masses chiites de l'Irak, entraînant ainsi plus d'instabilités et de confrontations avec l'occupation américaine. L'ancien secrétaire d'État américain James Baker, qui préside l'éminent Groupe d'étude sur l'Irak qui étudie les options en Irak, a proposé d'obtenir l'appui de l'Iran pour arriver à un règlement en Irak. Mais rien ne garantit que l'administration Bush puisse ou veuille en arriver à une telle entente.

Les commentaires de Clinton reflètent l'accord des deux partis sur le fait que le régime de Bagdad doit être démis. Comme elle l'a dit au Conseil des Affaires étrangères : « En termes politiques, nous avons finalement atteint le point de l'absurdité complète. L'administration [américaine] annonce qu'elle propose un échéancier ou une date limite, et le premier ministre irakien les dénonce. » Cette déclaration annonce que les démocrates vont appuyer toute action visant à éjecter Maliki.

Ce ne sera pas la première fois que l'impérialisme américain se défait d'un de ses propres laquais. Hier marquait le 43e anniversaire du coup d'Etat appuyé par les Etats-Unis contre le président du Sud Vietnam, Ngo Dinh Diem. Bien que complètement loyal aux Etats-Unis, les méthodes autarciques de Diem avaient provoqué l'opposition populaire et miné les efforts de Washington de renforcer l'armée sud-vietnamienne dans la guerre civile contre le Front de libération nationale.

Le premier novembre 1963, des unités rebelles de l'armée marchèrent sur le palais présidentiel à Saigon. Diem, qui s'était enfui, courut frapper à la porte de l'ambassadeur américain, Henry Cabot Lodge, et se fit rassurer à l'effet que les Etats-Unis n'étaient pas impliqués dans le coup. Quelques heures plus tard, Diem se rendit, seulement pour être fusillé au côté de son infâme frère Ngo Dinh Nhu et remplacé par une junte.

Il y a maintenant de plus en plus une discussion ouverte à Washington sur le type de régime qui serait nécessaire à Bagdad. Disposer du gouvernement nominalement élu de Maliki et effectuer un tournant vers des sections de l'élite baasistes ne peut vouloir dire qu'une chose : l'établissement d'une junte soutenue par les Etats-Unis et basée sur les forces de sécurité et l'appareil bureaucratique de l'Etat. Une telle formation ne serait pas différente de la dictature d'Husseïn, de laquelle les Etats-Unis ont prétendu avoir « libéré » le peuple irakien.

Considérant les options pour les Etats-Unis en Irak, Eliot Cohen écrivit dans le *Wall Street Journal* le 20 octobre que « l'hypothèse la plus plausible » était « un coup que nous allons endosser silencieusement ». Cohen est associé à l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion de droite qui avait encouragé l'invasion de l'Irak en tant que premier pas vers la « démocratie » au Moyen-Orient. Il en est maintenant arrivé à la conclusion qu'« une junte militaire modernisatrice pourrait bien être le seul espoir pour un pays dont la culture démocratique est faible et dont les politiciens sont soit corrompus ou incapables ».

Malgré les assurances de Bush envers Maliki, la brèche ouverte entre l'administration

américaine et le gouvernement irakien a été évidente cette semaine. Dans cette confrontation, le conseiller à la sécurité nationale Stephen Hadley s'est rendu à Bagdad sans s'annoncer pour un entretien avec Maliki. Hadley a clairement livré le message au premier ministre que des changements étaient requis. Mais le choix du conseiller à la sécurité nationale comme messenger soulève des questions à savoir à qui d'autre il s'adressait et de quels plans ils ont discuté.

A Bagdad, les discussions sur le « changement de régime » sont encore plus ouvertes. Le *New York Times* commentait dans un article mardi : « les journaux irakiens ont adopté le thème du changement de gouvernement, spéculant sur la possible composition d'un "gouvernement de salut national", appuyé par les Etats-Unis, qui enlèverait le pouvoir de l'alliance chiite qui avait choisi Maliki pour premier ministre. De hauts responsables irakiens ont dit que M. Maliki avait été profondément ébranlé par les rumeurs qu'il pourrait être forcé de quitter son poste d'ici la fin de l'année. »

Le pendant à toute action contre Maliki, va être un assaut sanglant contre l'opposition anti-américaine, particulièrement contre les masses chiites de Sadr City.

Article original anglais paru le 2 novembre 2006 .

[WSWS](#)

La source originale de cet article est WSWS

Copyright © [James Cogan](#) et [Peter Symonds](#), WSWS, 2006

Articles Par : [James Cogan](#) et
[Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca